

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

Rue Perez Castellano, 162.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

L'ABONNEMENT

1^{er} patacon par mois

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSERERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.

Amanach Français.

Mercrèdi 9 (1812)—Combat de Mojaïsk, par Napoléon, contre les Russes.

Jeudi 10 (1812)—Combat de Lelkovo, par le roi Murat, contre les Russes.

MONTÉVIDEO.

9 septembre 1846.

L'arrivée de M. Hood, nous voulons dire de "l'Electo," a donné lieu à mille conjectures qu'il ne nous appartient point de discuter. Notre qualité d'étrangers nous fait un devoir de cette réserve.

Nous nous croyons cependant en droit de rappeler ce que nous avons si souvent redit, quant à l'in vraisemblance d'un acquiescement de Rosas à des propositions dont la modération nous paraissait compromettante; d'ici à quelques heures c'est le public qui lui-même fera appelé à juger, si nous avons péché par une fautive appréciation de la position que crée dans ce moment avec une insolence inouïe la camarilla rosiste.

—On lit dans le "Comercio del Plata": "Hier est arrivé de Buenos Ayres le vapeur anglais ELECTO ayant à son bord M. Hood qui est débarqué presque aussitôt. La correspondance annonce que Rosas n'a cédé en rien et que M. Hood se retirait sans résultat aucun. L'agitation de la place confirme ces indications; les onces qui étaient à 245 \$ papier ont monté subitement à 375 et jusqu'à 400.

—Diverses lettres assurent que Rosas a rejeté le traité entre l'Entrerios et Corrientes, et qu'il l'a renvoyé à Urquiza.

C'est dans le but d'éclairer l'autorité compétente que nous revenons sur les horribles détails de l'assassinat de Geffroy, chef de pièce à bord de la fregate amiral AFRICAINE.

Le crime paraît avoir été commis près de la ligne des fortifications dans une maison déjà connue par les plus fâcheux précédents et par l'attentat qui a coûté la vie, il y a quatre ans, aux criminels Jaramilla et Fernandez.

Une blessure à la main indique de la part de Geffroy une tentative de résistance qu'a rendu inutile un coup porté au cœur.

Tout porte à croire que l'infortuné était au lit quand il a été traitreusement frappé; l'aspect de la blessure et la présence de ses vête-

mens retrouvés sur un siège de la pièce où l'assassinat a eu lieu le prouvent suffisamment.

Le corps a été trouvé au point du jour sur la place de Cagancha où l'avaient transporté les assassins afin d'écartier les soupçons: il était entièrement nud. Une trace sanglante a guidé jusqu'au lieu du délit et à mi-chemin une mare de sang indiquait que les assassins y avaient un instant déposé le cadavre. Des tâches de sang existaient aussi sur l'intérieur de la porte et le sol était fraîchement lavé, aussi bien que dans une chambre voisine où tous les effets de Geffroy ont été recueillis.

Après l'ouverture de la porte un individu s'est présenté s'opposant aux investigations de nos marins, et dans une espèce de lutte qui s'est engagée des tâches sanglantes ont été remarquées sur les vêtements de cet homme, dont l'arrestation n'a point encore eu lieu.

La maison a été aussitôt cernée par les postes voisins anglais et français qu'on ne saurait trop louer du zèle qu'ils ont déployé dans cette occasion. Trois individus, comme nous l'avons dit, ont été arrêtés, mais on craint de n'avoir atteint que les complices et que l'auteur principal de ce crime infame ait échappé aux perquisitions, aux mesores mêmes de la police, aussi bien que plusieurs femmes habitant la maison qui sont violemment suspectées d'avoir trempé dans l'assassinat et dont les déclarations pourraient d'ailleurs éclairer l'instruction.

Nous l'avouons, le silence de la presse orientale nous étonne, nous afflige même lorsque l'affreux incident dont il s'agit a justement excité l'indignation de tous.

C'est d'ailleurs à l'autorité locale qu'il appartient de tout faire pour tranquilliser les amis de l'ordre public et nous sommes certains qu'aidée dans ses recherches et dans son action par nos chefs civils et militaires elle ne faillira point à son devoir. Un exemple sévère est dû à la société, et une belle occasion est offerte à M. le préfet de police Velasco à son début dans les importantes fonctions qui lui ont été confiées.

Quelques antécédents nous forcent à regretter avec plus d'amertume une faute qu'une impunité antérieure a peut-être seule occasionnée. Attendons tout dès lors de la vigilance de l'administration secondée et stimulée par celle de nos autorités.

Un dernier mot: il ne suffit point de plaindre les victimes, il faut que tous les renseignements soient donnés à la justice pour la repres-

sion éclairée et sévère d'attentats qui dès lors ne se renouvelleront point. Il n'y a ici ni délation ni dénonciation: il n'y a pour l'honnête homme qu'un devoir à remplir dans l'intérêt de tous.

—Dans une dépêche adressée à M. Magariños, le 4 juillet dernier, M. Guizot félicite celui-ci de sa nomination au poste de ministre des relations extérieures de la République Orientale de l'Uruguay: il lui accuse réception du rappel de M. Ellauri de sa mission à Paris; il témoigne sa haute satisfaction des sentiments exprimés par M. Magariños et l'assure que c'est avec raison qu'il compte sur la bienveillance du gouvernement du Roi envers l'Etat Oriental.

—M. le commodore Charles Hotham est parti avant hier sur le vapeur de S. M. B. DEVASTATION pour Rio Janeiro et les côtes d'Afrique où il va prendre le commandement des stations anglaises.

Nous voyons à regret s'éloigner de nous, dans les circonstances actuelles surtout, le militaire brave et distingué qui a rendu dans ces fleuves des services positifs et qui laisse dans la population entière les plus honorables souvenirs.

—M. Martin Hood, vice consul, est appelé à gérer intérimairement le consulat général anglais dans cette capitale en remplacement de M. Hamilton qui passe à Rio Janeiro.

Nous recevons ce soir des nouvelles de Maldonado, la ville et le département sont tranquilles. Le colonel Silveira est arrivé avant-hier à la tête d'une division nombreuse, parfaitement montée et munie de plus belles remontes. Plus de mille têtes de bétail ont été introduites, et suffiront pour bien du temps aux besoins de la garnison et des familles réfugiées.

Une foule de patriotes qui se trouvaient dans la province brésilienne voisine, se sont réunis au brave Silveira.

NOUVELLES DIVERSES.

Le trois juillet a été close la session des Chambres françaises. Les élections devaient avoir lieu dans les premiers jours d'août.

Le nouveau pape est le cardinal Mastai Ferretti. Ce choix est un progrès réel. Le Saint-Père a déjà manifesté son désir de marcher d'accord avec la France. Le pro-

mier ambassadeur dont il ait reçu le complément est M. le comte de Rossi.

Les paroles si franches de M. l'ambassadeur français ont produit le meilleur effet. On assure que l'influence du représentant de notre nation a été toute puissante dans l'élection du nouveau pape. Voici le langage que l'ambassadeur français aurait tenu à plusieurs cardinaux influents : « La France est trop puissante pour avoir besoin d'exercer son veto; elle y renonce. Elle me charge de vous prier de prendre en considération qu'un choix qui ne répondrait pas au besoin du pays déterminerait une agitation dangereuse à l'intérieur, et empêcherait les Autrichiens au nord et les Français au Midi. »

Le 17 juin, jour de la nomination du pape et de son intronisation, toute la foule des agents diplomatiques, des grands dignitaires et toutes les personnes désireuses de recevoir la bénédiction du nouveau pape, se présentèrent devant les portes de l'appartement où le pape devait paraître, sur un fauteuil pour donner sa première audience. Au moment où les portes s'ouvrirent, les plus pressés se firent jour et vinrent se précipiter aux genoux du saint-père pour recevoir sa bénédiction. Mais Sa Sainteté les arrêta de la main, et demanda l'ambassadeur de France.

Ce ne fut que lorsque S. E. Mgr. de Rossi eut été reçu par le pape, qu'il fut permis à tout le monde de s'approcher de lui.

Il n'est bruit à Rome que des égards et des préférences dont cet ambassadeur a été l'objet de la part du nouveau Souverain Pontife. Pie IX a, dit-on, la plus grande estime pour la reine Amélie, qu'il regarde comme une sainte. L'envoyé français, chargé d'apporter au cabinet des Tuileries, la nouvelle de l'intronisation, est, dit-on, porteur d'un chapelet magnifique, destiné à S. M. la Reine; les grains sont formés d'opales de prix, et la petite croix qui couronne le rosaire est formée d'un bouquet de brillants de la plus belle eau.

En Prusse, le projet de constitution, dont les journaux ont tant occupés, est arrêté définitivement. Après avoir reconnu dans le conseil, où assistaient tous les membres du ministère et de la commission chargés d'examiner cette question, qu'il y avait lieu à développer la constitution actuelle du royaume, il a été résolu de créer des états généraux, et de donner aux états provinciaux quelques prérogatives nouvelles. Les états généraux se réuniront tous les trois ans. Ils auront le droit de voter le budget des dépenses et des recettes, et le droit de contrôle en matière de finances. Ils pourront adopter ou rejeter, sauf les dépenses dans le temps de guerre, ou celles pour remplir les obligations des traités, tous les projets de loi relatifs aux matières financières. Ils pourront, en outre, voter les impôts. L'action des états généraux ne changera en rien celle des états provinciaux, lesquels continueront à se réunir comme par le passé. Les états généraux n'auront aucun pouvoir législatif. Ce projet a reçu l'approbation du roi et du prince royal.

A Saint-Petersbourg, il n'est question que du rapprochement qui s'opère entre la cour de Russie et la cour de France. « Le fréquent échange de courriers qui a lieu entre notre cour et celle des Tuileries, dit une correspondance particulière de cette capitale, a fait penser dans plusieurs cercles élevés, que les deux gouvernements ne tarderaient pas à former une alliance, ou du moins de vivre en meilleure intelligence que depuis 1830. Le prince de Joinville et le duc d'Aumale viendront probablement à Saint-Petersbourg pour assister au mariage de la grande duchesse Olga. » Ce bruit révèle la tendance de l'opinion publique, et est probablement aussi un indice des desirs du gouvernement russe. L'envoi d'un ambassadeur à la cour de France est une chose arrêtée. On prétend que c'est le baron Mayendorf qui sera nommé à cette ambassade et qu'il partira pour Paris aussitôt que l'empereur Nicolas sera de retour dans sa capitale.

La haute noblesse et surtout les personnes attachées à la cour sont pleines d'égards pour le chargé d'affaires de France, M. de Reyneval. Cette conduite est regardée comme un symptôme positif du revirement qui s'est opéré en haut lieu par rapport à la France. On attribue en grande partie ce changement à la mésintelligence qui

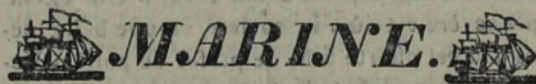
existe depuis quelque temps entre la cour de Saint-Petersbourg et celle de Vienne. L'Empereur ne peut pas oublier que l'Autriche a refusé son consentement au mariage de la grande duchesse Olga avec l'archiduc Etienne. Les troubles récents de la Galicie ont agrandi la brèche. C'est surtout la conduite inhumaine de l'Autriche qui a amené ces troubles, et les concessions qu'elle a depuis faites aux classes inférieures ont alarmé la noblesse russe des provinces voisines, car celle-ci craint que ses propres serfs n'imitent l'exemple des serfs de la Galicie.

Les nouvelles de Portugal sont devenues encore une fois plus inquiétantes. Le 19 une nouvelle émeute a éclaté à Lisbonne; l'anarchie est partout, et la pénurie du trésor ajoute aux embarras du gouvernement. Des agents miguelistes se sont mêlés aux insurgés. Il régnait d'ailleurs sur tout cela la plus grande incertitude non seulement ici, mais dans les journaux de Madrid que cette situation du Portugal occupe presque exclusivement.

La polémique a été reprise aussi néanmoins sur la question du mariage; décidément la prompt solution de cette affaire semble indispensable à la paix de l'Espagne. Le gouvernement n'a pas l'air d'en presser le renouvellement; il a raison peut-être de ne rien livrer à cet égard à la discussion des partis, mais il est impossible qu'il ne sente pas la nécessité d'y mettre un terme en prenant une résolution qui soit définitive.

En Suisse, les éléments de collision s'accroissent à mesure qu'on approche du moment où les partis, se trouveront en présence, livrés à leur antipathie mutuelle. Le gouvernement du canton de Tessin a soulevé inopinément au sein de la diète une question grave. On demande aujourd'hui à la diète de rendre un arrêté qui déclare les capitulations militaires avec les états étrangers incompatibles avec les institutions de la nation suisse, et qui porte défense de renouveler les capitulations existantes, quand le terme auquel elles doivent expirer sera venu. — D'autre part, et sur la proposition du canton de Thurgovie, les sept cantons précédemment unis par un ligue appelée: *Concordat de sûreté*, craignant peu aujourd'hui de se mettre en désaccord avec leurs propres antécédents, ont résolu de réclamer de concert auprès de la diète la dissolution de l'alliance défensive des cantons catholiques. Le directoire a provisoirement sommé le gouvernement de Lucerne de lui donner des explications catégoriques sur la nature et le but de cette alliance. Ce dernier n'a répondu à cette demande qu'en transmettant au Vorort un double du programme déjà publié par le gouvernement de Lucerne.

— SINISTRE. — Le Journal d'Odessa raconte un événement déplorable qui s'est passé le 18 mai près d'Odessa. Plus de quarante personnes, ayant tout leur avoir avec elles, se sont embarquées à Akerman sur une barque à huit rames, dans l'intention de se rendre du côté du Danube. L'embarcation fut renversée par un violent coup de vent. Deux hommes seulement et une petite fille furent rejetés sur le rivage avec les débris de la barque et quelques effets; tous les autres ont péri. L'enfant est morte le même jour. Vingt-neuf cadavres ont été ramassés sur le rivage.



et
MOUVEMENT DU PORT.

ARRIVAGES

Entrées du 8.

Nantes, trois mats français, Themire, avec vin, bière, beurre, farine etc. à ordre.

Buenos Ayres, le vapeur de guerre anglais, Alecto.

Gènes, Gibraltar et Santa Catalina, goëlette sarde, Emilia, avec vin, fromage, huile etc etc. à J. B. Picazzo.

Liverpool, goëlette anglaise, Louisa Jané, avec charbon de pierre, à ordre.

Maldonado, brig anglais, Regina, avec 100 têtes bœufs, porcs, mules et 15 passagers, à B. Le Betron.

Barcelone et Malaga, le trois mats espagnol, Industria, avec vin, olives, huile, etc. à E. Ochoa.

Parnaguá, polacre brésilienne, Leocadia, avec yerba mate, tabac et eau de vie.

Salto, balandre nat, Santa Maria, avec cuirs, crin, graisse et yerba mate, à J. M. Nin.

Avis Divers.

A VENDRE.

Un charreton tout neuf et de bon bois à bon compte. S'adresser pour le voir chez Jean Trouillet rue des Andes n° 155 pres celle du 18 juillet.

avis.

On demande un homme français ou espagnol pour le service d'une maison et celui de la cuisine. On desire de bons répondans. S'adresser au bureau du PATRIOTE.

WILLIAM DAVIES, AMERICAN DANCING MASTER.

Begs leave to inform his Friends and the Public at large, that has rented a Commodious House, situated in the calle de Buenos Ayres, n° 112, and he intends to commence in his profession, tomorrow Sunday current at 10 o'clock, in the forenoon and to continue until J. P. M. Persons wishing to enjoy a complete knowledge of that pleasant etc. polite branch of education will be attended to their perfect satisfaction, both in the French, English, and Spanish methods from 6 to 10 o'clock every evening.

Terms will be made known by seeing the Master, at n° 112, calle Buenos Ayres. Montevideo, 22 août 1846.

A LA VILLE DE NAPLES.

RESTAURANT

FRANÇAIS ET ITALIEN,

Tenu par les

Freres Bandinelli,

Rue du Cerrito n° 219.

MONTEVIDEO.

A vendre.

Un café, connu sous le nom de CAFE LEON, rue 18 juillet, n° 169.

S'adresser au bureau du PATRIOTE FRANÇAIS, ou audit établissement.

On desire,

Un français de 30 à 40 ans, pour faire la cuisine et servir quatre personnes.

S'adresser rue des Missions 198.

Montevideo, 18 août 1846.

Le Propriétaire-Gérant Jh. REYNAUD

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS.